



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 28 JANVIER 2013

Les organisations Action et démocratie, CGT éduc'action, CNT STERC 59-62, FSU 59/62 et SUD éducation-Solidaires 59/62 **appellent l'ensemble des personnels du service public d'éducation à faire grève et à manifester le 31 janvier dans le cadre d'une journée nationale d'action dans l'ensemble de la fonction publique (manifestation régionale à Lille, départ 14h30, porte de Paris) pour l'emploi, la formation et les salaires.**

En effet, malgré la communication gouvernementale :

- la consultation pour la « refondation de l'école de la république » n'a été qu'une parodie ;
- la loi d'orientation, bientôt votée, n'est pas à la hauteur des enjeux pour un service public d'Éducation de qualité pour tous les élèves. Elle est, au contraire, une nouvelle attaque contre le service public d'éducation et ses personnels ;
- il n'y a aucune rupture avec le précédent gouvernement.

Quelques exemples :

- le flou et les annonces contradictoires sur la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré ne sont plus supportables. Les conseils d'écoles doivent être consultés avant que le DASEN n'arrête l'organisation de la semaine dans les écoles. La dotation pour nos départements est nettement insuffisante et ne permettra pas d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves ni les conditions de travail des enseignants. En l'état, cette réforme ne répond pas aux problématiques des élèves en difficulté. De plus, elle contribue à mettre les écoles en concurrence. Elle institutionnalise la décentralisation et casse le caractère national de l'Éducation
- les Réseaux d'Aide Spécialisée aux Élèves en Difficultés (RASED) et leurs personnels sont oubliés malgré l'ancienne opposition parlementaire que les soutenait, ainsi que l'éducation prioritaire. Les grands absents de cette réforme sont les directeurs d'école.
- les Conseillères et Conseillers d'Orientation Psychologues (COP) et les Centres d'Information et d'Orientation (CIO) paient le prix d'une vision utilitariste de l'école au service des entreprises : ils sont mis à la porte du service public d'éducation. Une action nationale est prévue le 8 février.
- les lycées professionnels et leurs personnels voient les suppressions de postes se

perpétuer et la concurrence de l'apprentissage s'exacerber. Qui plus est, ils sont menacés d'un asservissement aux régions ;

- fermetures de SEGPA ; où iront ces élèves les plus en difficultés ? Rejoindre les rangs des 1500 000 décrocheurs ?
- le rectorat de Lille et le ministère persévèrent dans leur acharnement à vouloir faire travailler gratuitement les personnels du second degré ;
- les méthodes managériales et la précarité continuent de générer de graves souffrances au travail ;
- le dispositif ECLAIR est maintenu dans l'académie de Lille.

Hormis le décret sur l'évaluation des personnels enseignant-es du second degré, aucune contre-réforme et aucun dispositif du précédent gouvernement n'ont été remis en cause. Le service public d'éducation, ses personnels et ses élèves sont toujours en souffrance, les conditions de travail se dégradent inexorablement.

Ce ne sont pas les annonces de 250 créations de postes qui peuvent nous contenter : elles impliquent des suppressions dans les autres services publics auprès desquels nous luttons notamment ce 31 janvier par la grève et dans la rue. Elles ne nous rassurent pas non plus : elles masquent très mal les suppressions et réorganisations funestes et nous avons du mal à parier sur la couverture de l'ensemble des postes autrement que par le recours à la précarité.

Les organisations syndicales signataires veulent une « refondation » de l'école et une réforme des rythmes scolaires, qui sont aux antipodes de celles, libérales, proposées par le gouvernement.

Enfin, elles dénoncent l'opprobre de certains médias qui s'abat sur tous les enseignants mobilisés contre la « réforme » des rythmes scolaires, soutiennent leurs actions et invitent à les amplifier.

**Pour tout renseignement et revendications, n'hésitez pas à nous contacter :**

SUD éducation 59/62-Solidaires : 03-20-55-99-29 ou 06-73-35-87-68

FSU 59-62 :03 20 51 28 78 ou 06 63107913 ou 06 76 48 57 98

Action et Démocratie : 03-62-52-78-97 ou 06-48-48-65-60

CGT éduc'action : 03 20 52 27 91

CNT STERC 59-62 : 03 20 56 96 10